



---

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur l'Examen périodique universel**  
**Quarante et unième session**  
7-18 novembre 2022

## **Résumé des communications des parties prenantes concernant les Philippines\***

### **Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme**

#### **I. Cadre général**

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, compte tenu de la périodicité de l'Examen périodique universel. Il réunit 58 communications de parties prenantes<sup>1</sup> à l'Examen, résumées en raison de la limite fixée pour la longueur des documents. Une section distincte est consacrée aux renseignements reçus de l'institution nationale des droits de l'homme, accréditée et reconnue comme pleinement conforme aux Principes de Paris. Le rapport a été établi compte tenu des textes issus de l'Examen précédent<sup>2</sup>.

#### **II. Renseignements reçus de l'institution nationale des droits de l'homme, accréditée et reconnue comme pleinement conforme aux Principes de Paris**

2. La Commission des droits de l'homme des Philippines était d'avis que les Philippines devaient prendre des mesures concrètes s'inscrivant dans un calendrier précis pour donner suite aux recommandations faites par la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme dans son rapport au Conseil des droits de l'homme<sup>3</sup>.

3. Faisant référence aux recommandations que les Philippines avaient acceptées lors du précédent Examen, la Commission des droits de l'homme des Philippines a estimé que les priorités en matière de droits de l'homme devaient être fixées dans le cadre d'un plan national d'action en faveur des droits de l'homme<sup>4</sup>.

4. Il était regrettable que les Philippines se soient retirées du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Elles n'avaient pas ratifié la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications et le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et, bien qu'elles aient ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels,

---

\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



inhumains ou dégradants, elles n'avaient pas adopté de loi établissant un mécanisme national de prévention<sup>5</sup>.

5. Il fallait mettre fin aux tentatives visant à rétablir la peine de mort. Les pratiques de la cellule nationale chargée de mettre fin au conflit armé local avec les communistes consistant à systématiquement qualifier de « rouges »<sup>6</sup> les militants, les défenseurs des droits de l'homme et les organisations de la société civile, ainsi que les membres des communautés de peuples autochtones, et à diffuser à leur sujet de fausses informations avaient donné lieu à des menaces, à des actes de harcèlement et à des assassinats ciblés. Les mesures de lutte contre le terrorisme devaient être respectueuses des libertés fondamentales et ne devaient pas être utilisées contre des opposants agissant en toute légalité et des militants des droits de l'homme<sup>7</sup>.

6. Des journalistes et des professionnels des médias, ainsi que des défenseurs des droits de l'homme et des personnes qui critiquaient les politiques du Gouvernement avaient fait l'objet de représailles ou été tués. Des actes d'intimidation avaient été commis contre des acteurs diplomatiques, des organisations donatrices et des organisations internationales favorables à la promotion des droits de l'homme<sup>8</sup>.

7. La Commission des droits de l'homme des Philippines a indiqué que le fait que les plus hautes instances de l'État tiennent en permanence des propos incitant à tuer les personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction liée aux drogues avait réduit à néant les efforts faits pour renforcer les mécanismes d'établissement des responsabilités<sup>9</sup>.

8. Il fallait remédier à l'importante surpopulation dans les établissements pénitentiaires et faire en sorte que les personnes responsables d'actes de torture et d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants aient à répondre de leurs actes<sup>10</sup>.

9. L'approche répressive adoptée face à la maladie à coronavirus (COVID-19) avait aggravé les inégalités existantes, touchant des personnes et des groupes qui étaient déjà victimes de discrimination multiple et croisée<sup>11</sup>.

10. Il fallait lever les obstacles à l'accès des femmes et des filles aux services de santé procréative et éduquer la population aux droits en matière de santé procréative<sup>12</sup>.

11. D'aucuns avaient utilisé les technologies et Internet pour commettre des violences sexuelles en ligne à l'égard d'enfants et les exploiter sexuellement ; il fallait redoubler d'efforts pour garantir la sécurité des groupes vulnérables, en particulier des enfants<sup>13</sup>.

12. Concernant les travailleurs philippins à l'étranger, il fallait que les Philippines collaborent étroitement avec les pays d'accueil pour se rendre compte que la peine de mort était plus souvent infligée aux travailleurs migrants qu'au reste de la population. Les Philippines devaient venir en aide aux travailleurs migrants rapatriés<sup>14</sup>.

13. Il était toujours nécessaire de trouver des solutions durables pour les milliers de personnes déplacées du fait du typhon Haiyan et du siège de Zamboanga en 2013, ainsi que pour celles qui s'étaient déplacées en raison de la crise de Marawi, en 2017<sup>15</sup>.

### **III. Renseignements reçus d'autres parties prenantes**

#### **A. Étendue des obligations internationales<sup>16</sup> et coopération avec les mécanismes internationaux s'occupant des droits de l'homme**

14. La Human Rights Foundation a observé que les Philippines n'avaient pas fait beaucoup de progrès dans l'application des recommandations qu'elles avaient acceptées lors du précédent Examen<sup>17</sup>.

15. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont relevé que lors des trois précédents Examens les concernant, les Philippines n'avaient pas accepté les recommandations les invitant à ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, ce qui tranchait avec la déclaration officielle qu'elles avaient faite en 2007 lorsqu'elles avaient déposé leur candidature au

Conseil des droits de l'homme, par laquelle elles s'étaient volontairement engagées à renforcer l'appui national en faveur de la signature et de la ratification de la Convention<sup>18</sup>.

16. Human Rights Watch a assuré que les Philippines avaient rejeté la demande faite par le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires de se rendre dans le pays<sup>19</sup>.

## **B. Cadre national des droits de l'homme**

### **1. Cadre constitutionnel et législatif**

17. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont affirmé qu'étant donné qu'une association d'établissements scolaires et universitaires catholiques s'y était opposée, le Sénat avait suspendu les débats tenus en plénière sur le projet de loi du Sénat n° 1334, qui prévoyait notamment la mise en place d'une éducation sexuelle complète et adaptée à l'âge des élèves<sup>20</sup>.

18. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont expliqué que la Chambre des représentants avait adopté un projet de loi visant à réglementer les rassemblements publics qui était en cours d'examen par le Sénat. Des préoccupations avaient été soulevées quant au fait que ce texte interdisait aux personnes de moins de 15 ans d'organiser un rassemblement public<sup>21</sup>.

19. Les auteurs de la communication conjointe n° 32 ont indiqué que plusieurs avant-projets de loi proposaient d'instaurer la peine de mort pour une série d'infractions, dont les infractions liées à la drogue, les actes de trahison, les faits de pillage, le viol et le meurtre ; la Chambre des représentants examinait 13 de ces textes, et le Sénat 11<sup>22</sup>.

20. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 ont fait observer que le projet de loi 7814 de la Chambre des représentants, examiné par le Sénat, établissait, en violation du droit à un procès équitable, une présomption de culpabilité pour les personnes accusées d'avoir mené certaines activités liées à la drogue, et prévoyait le rétablissement de la peine de mort<sup>23</sup>.

21. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont indiqué qu'aucun des projets de loi visant à lutter contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre ou les caractéristiques sexuelles n'avait été approuvé par le Sénat et la Chambre des représentants<sup>24</sup>.

### **2. Institutions et mesures de politique générale**

22. Amnesty International a relevé avec préoccupation que les Philippines n'avaient pas fait de progrès dans la mise en place d'un mécanisme national de prévention conforme au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qu'elles avaient pourtant ratifié<sup>25</sup>.

## **C. Promotion et protection des droits de l'homme**

### **1. Respect des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable**

#### *Égalité et non-discrimination*

23. GABRIELA Alliance of Filipino Women a fait savoir que le Président Rodrigo Roa Duterte avait fait montre, à plusieurs reprises, d'une attitude féodale et patriarcale à l'égard des femmes, qu'il considérait comme des personnes inférieures et des objets sexuels, et les avait dénigrées, s'en prenant en particulier aux opposantes politiques, à l'occasion de manifestations publiques. Cette attitude misogyne aurait contribué à créer une culture de l'impunité<sup>26</sup>.

*Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne, et droit de ne pas être soumis à la torture*

24. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 ont affirmé qu'en dépit des nombreuses recommandations faites aux Philippines lors du précédent Examen, des meurtres et des disparitions forcées avaient continué à avoir lieu et des faits d'arrestation et de placement en détention arbitraires, des actes de torture, des menaces et des actes de harcèlement avaient continué à être commis, les auteurs ayant agi en toute impunité<sup>27</sup>.

25. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont indiqué que les exécutions extrajudiciaires de personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction à la législation sur les stupéfiants avaient résulté d'ordres que le Président Duterte avait donnés aux policiers en les assurant qu'ils bénéficieraient de l'immunité pour leurs actes<sup>28</sup>. Concernant plusieurs descentes et opérations présumées, Defend Panay Network a indiqué que les forces de l'ordre auraient procédé à des exécutions sommaires et à des arrestations collectives en prétextant agir dans le cadre de l'exécution de mandats de perquisition<sup>29</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont expliqué que des représentants de l'État avaient assuré que la liste des personnes à surveiller en raison de leurs activités liées à la drogue ne servait pas de liste noire à la police ; les familles étaient pourtant convaincues qu'une fois qu'une personne était inscrite sur cette liste, qui contenait les noms et les pseudonymes des toxicomanes présumés, elle serait probablement ciblée<sup>30</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 considéraient que les recommandations y relatives que les Philippines avaient acceptées dans le cadre du précédent Examen n'avaient pas été mises en œuvre<sup>31</sup>.

26. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 ont fait observer que la tendance à confier l'application des lois antidrogue à des acteurs non étatiques s'était intensifiée avec l'annonce, en 2021, de la création d'une milice de citoyens armés chargée de contribuer aux efforts faits par le Président Duterte<sup>32</sup>.

27. Lawyers for Lawyers a indiqué que les exécutions extrajudiciaires d'avocats s'étaient poursuivies et que dans la plupart des cas, les avocats tués l'avaient été pour avoir exercé leur activité professionnelle<sup>33</sup>.

28. Les auteurs de la communication conjointe n° 23 ont assuré que les actes de torture étaient restés fréquents et que les auteurs étaient demeurés impunis, et que la campagne menée contre les drogues illégales avait entraîné des actes de torture et des exécutions extrajudiciaires, les principaux responsables étant des membres des forces de maintien de l'ordre et de groupes d'autodéfense<sup>34</sup>.

29. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont demandé que les personnes ayant commis des violations des droits de l'homme dans le cadre de l'application des protocoles relatifs à la COVID-19 rendent compte de leurs actes, et ont affirmé que le Gouvernement avait aligné sa manière de combattre la pandémie de COVID-19 sur sa stratégie de lutte contre le terrorisme et sur sa campagne de lutte contre les drogues illégales<sup>35</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 ont précisé que la police avait fait respecter les protocoles sanitaires en délivrant des avertissements, en infligeant des amendes et en procédant à des arrestations. Les sanctions avaient varié, certaines ayant eu des incidences psychologiques ou émotionnelles, tandis que d'autres, telles que des actes de torture ou des violences fondées sur le genre, avaient constitué des atteintes à l'intégrité physique des personnes<sup>36</sup>.

30. Les auteurs de la communication conjointe n° 23 ont expliqué que la plupart des lieux de détention étaient surpeuplés, ce qui donnait lieu à des conditions assimilables à de mauvais traitements et, dans certains cas, à de la torture. De plus, le nombre d'enfants en détention était de plus en plus élevé<sup>37</sup>.

*Droit international humanitaire*

31. Defend Panay Network a indiqué que dans le cadre de leur campagne anti-insurrectionnelle, les Philippines avaient transgressé les dispositions des Conventions de Genève et de leurs Protocoles additionnels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du droit international coutumier, en particulier par la manière dont elles avaient traité les civils, les non-combattants et les personnes hors de combat. Le 15 août 2018, une opération conjointe de la police et de l'armée menée dans la province d'Antique avait entraîné

la mort de sept membres non armés du Front démocratique national des Philippines. Le Gouvernement avait affirmé que ces personnes avaient été tuées dans le cadre d'une opération de lutte contre un incendie, mais cela ne cadrerait pas avec les rapports d'autopsie<sup>38</sup>.

32. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont relevé que les Philippines n'avaient pas donné suite à une recommandation concernant les enfants touchés par les conflits armés qu'elles avaient acceptée dans le cadre du précédent Examen et ont indiqué que des millions d'enfants vivaient dans des zones de conflit, et que certains d'entre eux, âgés de 15 ans à peine, étaient enrôlés en tant qu'enfants soldats<sup>39</sup>.

33. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont fait observer que, si les Philippines s'étaient retirées du Statut de Rome de la Cour pénale internationale en mars 2019, les affaires dont la Cour s'était saisie jusqu'à cette date relevaient toujours de sa compétence et devaient donner lieu à des enquêtes. Cependant, ces affaires avaient été suspendues, le Gouvernement ayant demandé le report de leur examen<sup>40</sup>.

#### *Droits de l'homme et lutte antiterroriste*

34. Le Centre européen pour le droit et la justice a indiqué que depuis le précédent Examen, le terrorisme affilié à Al-Qaïda en Iraq avait pris racine dans le Sud des Philippines<sup>41</sup>.

35. Les auteurs de la communication conjointe n° 21 ont affirmé que la cellule nationale chargée de mettre fin au conflit armé local avec les communistes était le mécanisme officiel de la campagne anti-insurrectionnelle<sup>42</sup> et que, selon Defend Panay Network, elle avait bénéficié d'une grande liberté dans l'élaboration et la mise en œuvre de ses programmes et politiques<sup>43</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 24 ont affirmé qu'au lieu de s'attaquer aux causes profondes du conflit armé et de bâtir une paix durable, cette cellule avait conservé une approche militaire axée sur l'élimination du mouvement révolutionnaire<sup>44</sup>.

36. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont relevé que la loi anti-terrorisme<sup>45</sup> contenait une définition floue du terrorisme, compromettait la présomption d'innocence et autorisait le Conseil anti-terrorisme à qualifier des personnes et des organisations de « terroristes » sans aucun élément de preuve. De même, les comptes en banque des organisations soupçonnées pouvaient être gelés sans garantie d'une procédure régulière<sup>46</sup>.

37. Les auteurs de la communication conjointe n° 24 ont estimé que la campagne visant à qualifier des personnes de « rouges » avait été utilisée pour justifier de facto une série de meurtres qui ciblaient non seulement des combattants armés, mais également des consultants de la paix non armés, ainsi que des personnes qui ne participaient pas directement au conflit, notamment des militants, des organisateurs locaux et des membres de groupes de peuples autochtones<sup>47</sup>.

38. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 ont indiqué qu'en décembre 2021, ils avaient recensé 427 victimes d'exécutions extrajudiciaires qui auraient été commises dans le cadre de la campagne anti-insurrectionnelle. Avant les exécutions, les victimes ou les organisations auxquelles elles appartenaient avaient été qualifiées de « membres », de « sympathisants » ou d'« organisations de façade » du Parti communiste des Philippines ou de la Nouvelle armée populaire<sup>48</sup>.

#### *Administration de la justice, impunité et primauté du droit*

39. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 considéraient que les recommandations relatives à l'administration de la justice, à l'impunité et à la primauté du droit que les Philippines avaient acceptées dans le cadre de l'Examen précédent n'avaient pas été mises en œuvre<sup>49</sup>. Defend Panay Network a affirmé que les procédures judiciaires étaient lentes et fréquemment reportées, les procès et les procédures de libération sous caution durant plusieurs années<sup>50</sup>. National Union of Peoples' Lawyers a affirmé que les détentions avant jugement prolongées avaient forcé les détenus à plaider coupables pour bénéficier d'une réduction de peine<sup>51</sup>.

40. National Union of Peoples' Lawyers a déclaré que l'ordonnance d'*habeas corpus* s'était révélée inefficace puisque les forces de sécurité y avaient fait obstacle en précipitant les mises en accusation fondées sur des preuves fabriquées. Les tribunaux avaient

automatiquement rejeté les demandes des victimes, les jugeant sans objet et dépourvues d'intérêt, et avaient refusé de tenir compte du caractère illégal des arrestations<sup>52</sup>.

41. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont fait observer que dans le cadre de la campagne de lutte contre les drogues illégales, les autorités avaient utilisé le système de « palit-ulo » dans le cadre duquel la police menaçait d'emprisonner ou de tuer des personnes qui avaient fréquemment fait l'objet d'arrestations illégales, à moins que ces personnes ne dénoncent d'autres personnes à leur place. Ce système était contraire au droit à une procédure régulière<sup>53</sup>.

42. National Union of Peoples' Lawyers a indiqué que les forces et les organismes de sécurité publics avaient régulièrement fabriqué de toutes pièces des accusations contre des défenseurs des droits de l'homme, des militants, des opposants politiques, des personnes qui critiquaient le Gouvernement et des dissidents, en utilisant des raccourcis et des anomalies juridiques, portant manifestement atteinte au droit à une procédure régulière<sup>54</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont affirmé que, selon certaines informations, des pressions avaient été exercées sur des procureurs et des juges pour qu'ils retiennent des accusations infondées, en violation de l'indépendance du pouvoir judiciaire<sup>55</sup>. International Coalition for Human Rights in the Philippines a relevé que le fait que des procédures judiciaires soient utilisées pour saper les droits du peuple nuisait à la crédibilité et à la stabilité de la justice et au droit à un procès équitable des accusés<sup>56</sup>.

43. Lawyers for Lawyers a fait observer que des avocats qui représentaient des clients accusés de terrorisme ou d'infraction à la législation sur les drogues, ainsi que des personnes ayant critiqué le Gouvernement, étaient particulièrement exposés au risque d'être agressés ou tués<sup>57</sup>. Des avocats avaient été qualifiés de « rouges » et publiquement traités de « communistes », de « gauchistes » ou de « terroristes », quelles que soient leurs réelles convictions ou appartenance politique<sup>58</sup>.

44. Notant que lors du précédent Examen, les Philippines n'avaient pas accepté de recommandation les invitant à lutter contre l'impunité, les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont affirmé que l'impunité était restée un problème majeur dans le pays<sup>59</sup>. International Coalition for Human Rights in the Philippines a indiqué que le climat d'impunité avait contribué à la commission d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées, d'actes de torture et d'autres violations des droits de l'homme<sup>60</sup>.

#### *Libertés fondamentales*

45. La Human Rights Foundation a affirmé que, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19, le Gouvernement avait décrété des confinements et des couvre-feux stricts afin de réprimer les libertés, notamment civiles<sup>61</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 27 ont relevé que, pendant ces confinements, des églises avaient apporté une aide humanitaire aux populations défavorisées et mal desservies, ce qui avait valu à certains religieux d'être qualifiés de « gauchistes »<sup>62</sup>.

46. Les auteurs de la communication conjointe n° 33 ont fait observer que le Code pénal révisé comportait des dispositions qui érigeaient en infractions l'atteinte au culte religieux et l'outrage aux sentiments religieux, et qu'il s'agissait là, de fait, de dispositions législatives antiblasphème. Ils ont mis l'accent sur des cas de violence fondée sur des motifs religieux qui avaient résulté de ces dispositions<sup>63</sup>.

47. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 ont relevé que la notion de diffamation avait été utilisée pour réprimer la liberté d'expression<sup>64</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont indiqué que la définition de la diffamation figurant dans le Code pénal révisé était problématique en ce qu'elle désignait comme étant réputée malveillante l'imputation diffamatoire d'un fait, quel qu'il soit, même lorsque celle-ci était justifiée, et faisait donc assumer à l'accusé la charge de la preuve<sup>65</sup>.

48. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont indiqué que le site Web du groupe de défense des droits de l'homme Karapatan avait été la cible de cyberattaques. Une fondation de médias basée en Suède avait déterminé que l'attaque perpétrée en août 2020 venait de Bright Data, une entreprise israélienne qui proposait aux entreprises des réseaux de proxy et des services relatifs aux données. D'autres cyberattaques contre les sites Web de

Karapatan et de deux organisations de médias venaient du Bureau du Sous-Chef du renseignement militaire des Philippines et du Département des sciences et des technologies<sup>66</sup>.

49. La Human Rights Foundation a indiqué qu'il était de plus en plus difficile pour les médias de diffuser des informations, étant donné que des journalistes avaient été victimes de harcèlement, de menaces et d'arrestations arbitraires, voire d'exécutions extrajudiciaires<sup>67</sup>.

50. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont affirmé qu'une des principales causes des menaces dont étaient victimes les défenseurs des droits de l'homme étaient les conflits relatifs aux terres agraires et aux ressources naturelles, notamment les projets d'extraction minière et les questions relatives à l'environnement connexes. Ces menaces avaient été exacerbées par la récente levée du moratoire sur les nouveaux contrats d'extraction minière. De plus, les défenseurs des droits de l'homme qui avaient été faussement accusés d'être membres de la Nouvelle armée populaire ou de la soutenir avaient été tout particulièrement menacés<sup>68</sup>.

51. National Union of Peoples' Lawyers a fait savoir que les militants et les organisations progressistes avaient fait l'objet d'une répression de fait dans le cadre d'opérations « anticriminalité », « anti-insurrectionnelles » ou « antiterrorisme »<sup>69</sup>.

#### *Droit au respect de la vie privée*

52. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 ont affirmé que l'existence de multiples bases de données créées pendant la pandémie de COVID-19 pour le suivi des contacts avait exposé les données personnelles de millions de personnes à un risque accru d'utilisation non autorisée<sup>70</sup>.

53. Les auteurs de la communication conjointe n° 26 ont indiqué que la loi sur la protection des données ne réglementait pas efficacement le traitement des renseignements préalables concernant les voyageurs<sup>71</sup> et les données des dossiers passagers<sup>72, 73</sup>.

#### *Droit au mariage et à la vie de famille*

54. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont affirmé que le Code de la famille n'accordait pas aux mariages de personnes de même sexe ou aux mariages de couples hétérosexuels transgenres la même reconnaissance juridique qu'aux mariages de couples hétérosexuels<sup>74</sup>.

#### *Interdiction de toutes les formes d'esclavage, y compris de la traite*

55. Les auteurs de la communication conjointe n° 31 ont indiqué que le nombre de poursuites de personnes s'étant livrées à la traite avait augmenté, mais que les mesures de prévention, de protection et de réparation étaient insuffisantes. Les causes profondes de la traite étaient les violations des droits économiques, sociaux et culturels des femmes et la demande de prostitution<sup>75</sup>.

56. Faisant référence aux recommandations que les Philippines avaient acceptées dans ce domaine pendant le précédent Examen les concernant, les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont fait observer que la violence et l'exploitation sexuelles en ligne, en particulier des enfants, avaient été exacerbées par la pandémie de COVID-19, des informations ayant fait état d'une hausse importante de tels faits<sup>76</sup>.

57. Philippine Interfaith Movement Against Human Trafficking a déclaré que la pauvreté était une cause de migration et exposait les Philippines qui travaillaient à l'étranger au risque d'être victimes de la traite. L'organisation a mis l'accent sur le cas de 53 Philippines qui avaient été recrutées dans un pays tiers et envoyées, dans le cadre de la traite, dans un autre pays pour y travailler en tant que domestiques<sup>77</sup>.

#### *Droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables*

58. IBON Foundation a précisé qu'en raison des confinements imposés pendant la pandémie de COVID-19, les Philippines étaient le pays d'Asie du Sud-Est où le chômage avait le plus augmenté. Les auteurs de la communication conjointe n° 21 ont déclaré que, même si le chômage avait progressivement diminué en janvier 2022 grâce à

l'assouplissement des restrictions liées aux voyages et au travail, de nombreux travailleurs occupaient un poste temporaire ou un emploi non qualifié, gagnaient moins que le salaire minimum ou avaient un travail familial non rémunéré<sup>78</sup>.

59. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 ont déclaré qu'en mars 2020, alors que les cas de COVID-19 étaient en hausse, le Gouvernement avait négligé la sécurité et la protection des travailleurs du secteur de la santé en ce qu'il ne leur avait pas fourni suffisamment d'équipements individuels de protection<sup>79</sup>.

60. Les auteurs de la communication conjointe n° 21 ont relevé que l'équipe spéciale interorganismes avait rendu une décision interdisant aux travailleurs non vaccinés de travailler, ce qui avait fait perdre leur emploi à des milliers de personnes. Les travailleurs des zones économiques avaient été chargés de travailler même pendant le confinement, raison pour laquelle certains avaient contracté la COVID-19 au travail<sup>80</sup>.

61. Les auteurs de la communication conjointe n° 21 ont relevé que les travailleurs avaient été rémunérés en fonction de leur production et non des heures travaillées, ce qui était discriminatoire à l'égard des femmes et des personnes âgées. La contractualisation était contraire au droit des travailleurs à la sécurité d'emploi, ainsi qu'à leur droit de s'organiser et à leur droit à la négociation collective<sup>81</sup>.

62. International Centre for Trade Union Rights a affirmé que des syndicats avaient été stigmatisés par la police et l'armée<sup>82</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 ont déclaré que les Philippines étaient connues pour réprimer les efforts faits par les travailleurs pour s'organiser et négocier collectivement et pour les intimider<sup>83</sup>.

#### *Droit à la sécurité sociale*

63. IBON Foundation a fait observer qu'alors qu'il disposait des ressources nécessaires, le Gouvernement n'avait pas pris suffisamment de mesures pour atténuer les problèmes sociaux et économiques causés par les confinements imposés pendant la pandémie de COVID-19<sup>84</sup>.

64. Salinlahi a indiqué que les programmes de réduction de la pauvreté tels que les programmes de transferts monétaires soumis à conditions destinés aux familles pauvres, n'avaient pas permis de faire baisser sensiblement le nombre d'enfants qui pâtissaient de la pauvreté et des inégalités<sup>85</sup>.

#### *Droit à un niveau de vie suffisant*

65. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont indiqué que la pandémie de COVID-19 avait aggravé la marginalisation économique des personnes pauvres qui avaient perdu leur revenu et leur emploi à cause des confinements et recevaient du Gouvernement une aide limitée et sélective<sup>86</sup>.

66. Salinlahi a affirmé que l'accès à l'eau propre et salubre avait continué de poser problème, en particulier en milieu rural. En raison de la privatisation des services correspondants, l'approvisionnement en eau était devenu onéreux, en particulier pour les familles pauvres<sup>87</sup>.

67. Center for Women's Resources – Philippines a fait observer que la conversion de l'utilisation des sols avait forcé des familles à se déplacer et à perdre leurs moyens de subsistance et menaçait les communautés et la sécurité alimentaire nationale. Les familles d'agriculteurs avaient reçu très peu d'aide de la part du Gouvernement<sup>88</sup>.

68. SEARICE a assuré que l'imposition de droits de propriété intellectuelle avait eu pour effet d'interdire la pratique très ancienne consistant pour les agriculteurs à conserver, à partager et à utiliser des semences. La Charte des petits agriculteurs devait être modifiée de manière à être conforme à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales<sup>89</sup> ; et le Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques devait être ratifié. Les Philippines devaient adopter des textes de loi sur la responsabilité et la réparation pour les préjudices résultant des organismes génétiquement modifiés<sup>90</sup>.

*Droit à la santé*

69. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont déclaré que seuls 4,8 % du budget national pour 2022 avaient été alloués au secteur de la santé, ce qui représentait 1,25 % du PIB de 2021<sup>91</sup>.

70. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 ont relevé que le fait que le Gouvernement ait fortement réduit les ressources prévues pour l'épidémiologie et la surveillance des maladies dans le budget de la santé de 2020 avait contribué à ce que les mesures prises pour faire face à la pandémie de COVID-19 ne permettent pas de prévenir les infections, de traiter les malades et de maîtriser la propagation du virus de manière immédiate et adéquate. De nombreux groupes de population n'avaient pas eu accès aux tests de dépistage, à la recherche des personnes-contact, au placement en quarantaine, aux traitements et à la vaccination<sup>92</sup>.

71. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 ont indiqué qu'en raison du désintérêt systématique pour l'infrastructure sanitaire et du débordement du système de santé dû à la pandémie, un nombre croissant de personnes n'avaient pas pu accéder rapidement aux soins essentiels<sup>93</sup>. Center for Women's Resources – Philippines a déclaré que les soins de santé essentiels étaient devenus limités, les restrictions liées aux placements en quarantaine ayant nui à la fourniture de soins de santé maternelle<sup>94</sup>.

72. L'Organisation de planification de la famille des Philippines a affirmé que l'accès à la santé sexuelle et procréative était insuffisant<sup>95</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont considéré que l'accès des adolescents aux services de santé sexuelle et procréative n'avait pas été facilité par la loi de 2012 sur la procréation responsable et la santé procréative et ont estimé que les Philippines n'avaient pas donné suite aux recommandations qu'elles avaient acceptées dans ce domaine dans le cadre du précédent Examen<sup>96</sup>.

73. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont indiqué que le taux de mortalité maternelle était resté élevé et qu'il constituait l'une des cinq premières causes de mortalité chez les adolescentes. Les Philippines n'avaient pas garanti aux femmes enceintes l'accès au misoprostol, comme l'avait recommandé l'Organisation mondiale de la Santé<sup>97</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont affirmé que les Philippines avaient adopté des mesures supplémentaires pour restreindre davantage l'accès à l'avortement<sup>98</sup>.

74. Faisant référence aux recommandations que les Philippines avaient acceptées en la matière dans le cadre du précédent Examen, les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont déclaré que la pandémie de COVID-19 avait fortement entravé l'accès à la contraception et que, compte tenu de la baisse de l'utilisation des moyens de contraception modernes, il était probable que l'on assiste à une forte augmentation du nombre de grossesses non désirées et d'avortements non médicalisés et à une hausse importante du taux de mortalité maternelle<sup>99</sup>.

75. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont affirmé que la prise de drogues illégales n'avait pas été reconnue comme une question de santé publique et qu'aucun programme n'avait été mis en œuvre en faveur des toxicomanes<sup>100</sup>.

76. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont indiqué que les Philippines n'avaient jamais protégé les droits en matière de santé sexuelle et procréative des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexes et queers<sup>101</sup>.

77. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 ont relevé qu'il existait un problème généralisé de corruption et de mauvaise gouvernance dans le système de soins de santé au niveau local. Les médecins qui avaient tenté d'engager des réformes pour remédier à la corruption systématique étaient devenus la cible de ceux qui tiraient profit des pratiques existantes<sup>102</sup>.

*Droit à l'éducation*

78. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 ont fait référence aux recommandations relatives à l'éducation acceptées par les Philippines lors du précédent Examen et ont affirmé que, bien que des lois et politiques aient été adoptées, la qualité de l'enseignement et l'accès à l'éducation continuaient de poser problème<sup>103</sup>.

79. Les auteurs de la communication conjointe n° 29 ont indiqué que seuls 3 % du produit intérieur brut (PIB) étaient alloués à l'éducation publique et ont estimé que les Philippines n'avaient pas donné suite aux recommandations qu'elles avaient acceptées dans ce domaine dans le cadre du précédent Examen<sup>104</sup>.

80. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 se sont dits préoccupés par les incidences négatives de la pandémie de COVID-19 sur la jouissance du droit à l'éducation<sup>105</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont indiqué que le passage à l'enseignement en ligne avait désavantagé les enfants économiquement défavorisés qui ne disposaient pas d'un accès à Internet et d'un ordinateur personnel<sup>106</sup>.

81. Les auteurs de la communication conjointe n° 29 ont assuré que la mise en œuvre du système d'apprentissage non traditionnel n'avait pas été généralisé et n'avait pas englobé les établissements secondaires de deuxième cycle<sup>107</sup>.

82. Broken Chalk a fait observer que les personnes handicapées n'avaient pas accès à un enseignement de qualité<sup>108</sup>.

83. Children's rehabilitation Center a affirmé que des établissements scolaires avaient été occupés par l'armée et que des enfants et des enseignants avaient été menacés et physiquement blessés par des militaires. Ces violations s'étaient intensifiées après que le Président Duterte avait donné l'ordre de bombarder et de fermer les établissements scolaires des peuples autochtones de Mindanao<sup>109</sup>.

*Développement, environnement, et entreprises et droits de l'homme*

84. Les auteurs de la communication conjointe n° 17 ont relevé que les objectifs économiques avaient favorisé les entreprises et permis le développement de grands projets de sociétés étrangères et de sociétés privées dans les domaines de l'exploitation minière, de la construction de barrages hydroélectriques et d'infrastructures, de l'agro-industrie et de l'exploitation forestière, tous ces projets ayant menacé les droits fonciers des peuples autochtones et ayant nui à leurs pratiques foncières coutumières<sup>110</sup>.

85. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 ont déclaré que les Philippines avaient été ravagées par les tempêtes, puisqu'elles avaient été touchées chaque année par une vingtaine de typhons en moyenne. Du fait de la mauvaise préparation du Gouvernement et des mesures de piètre qualité qu'il avait prises face aux catastrophes causées par les changements climatiques, de nombreuses personnes avaient dû être réinstallées et avaient perdu leurs moyens de subsistance et leur logement, et des centaines de personnes étaient décédées depuis le précédent Examen<sup>111</sup>.

86. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 ont relevé que de nombreux bassins hydrographiques avaient été déforestés et que 130 des 142 plus grands bassins du pays étaient déjà dégradés<sup>112</sup>.

87. Faisant référence à une recommandation que les Philippines avaient acceptée en la matière dans le cadre du précédent Examen, les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont affirmé que la loi relative à l'exploitation minière n'avait pas été réexaminée. Les sociétés minières avaient été autorisées à exploiter les forêts et à utiliser l'eau, ce qui portait atteinte aux droits socioéconomiques des communautés autochtones. En 2021, le moratoire sur les nouvelles exploitations minières, imposé en 2012, avait été levé, entraînant ainsi une augmentation des activités d'exploitation minière susceptibles de menacer davantage les droits et la vie des peuples autochtones<sup>113</sup>.

88. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 ont indiqué que l'extraction de sable noir à l'embouchure de la rivière Alusiis provoquerait une érosion des côtes, des inondations, des changements dans l'écoulement de l'eau, une augmentation de l'intensité des tempêtes tropicales, un assèchement des cours d'eau, une réduction des récoltes, une hausse de la salinité des eaux souterraines et des terres arables, une perte de la faune et de la flore marines et une perte de revenus pour les communautés pratiquant une agriculture durable, le secteur du tourisme et les associations de protection de l'environnement<sup>114</sup>.

89. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont fait observer que l'évasion et la fraude fiscales pratiquées par les entreprises et les personnes fortunées, ainsi que d'autres types de flux financiers illicites, avaient entraîné un manque à gagner considérable<sup>115</sup>.

90. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont indiqué que deux programmes de réforme fiscale, à savoir la réforme fiscale pour l'accélération et l'inclusion et le programme de récupération et d'incitation fiscales pour les entreprises avaient eu pour effet d'affaiblir la capacité du Gouvernement à mobiliser les ressources nationales et de limiter la marge d'action budgétaire et avaient remis en cause les capacités en matière de dépenses budgétaires progressives. En outre, le programme de récupération et d'incitation fiscales n'avait pas été à la hauteur du point de vue de la justice distributive et aurait probablement pour effet de creuser les inégalités, étant donné qu'il offrait notamment aux entreprises constituées en sociétés des dégrèvements fiscaux assimilables à des subventions, et ne bénéficiait que peu aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises non constituées en sociétés. Ces deux programmes avaient renforcé la dépendance excessive du système fiscal à l'égard des impôts régressifs, tels que les impôts indirects, qui pesaient sur les citoyens ordinaires et touchaient les pauvres de manière disproportionnée. La réforme fiscale pour l'accélération et l'inclusion avait affaibli le pouvoir d'achat de la population et avait eu une incidence négative sur les dépenses des ménages<sup>116</sup>.

91. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont affirmé qu'en 2021, la Commission d'audit des Philippines avait révélé que plusieurs organismes publics avaient mal géré les fonds qui leur avaient été alloués pour lutter contre la COVID-19<sup>117</sup>.

## 2. Droits de certains groupes ou personnes

### *Femmes*

92. GABRIELA Alliance of Filipino Women a précisé que la pandémie de COVID-19 et la crise économique avaient créé des conditions propices à l'augmentation de la violence à l'égard des femmes<sup>118</sup>. Faisant référence à une recommandation que les Philippines avaient acceptée lors du précédent Examen les invitant à mettre fin à la violence à l'égard des groupes vulnérables, en particulier des femmes et des enfants, les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont affirmé que l'exécution des plans d'action correspondants avait été retardée en raison de la pandémie<sup>119</sup>. Center for Women's Resources – Philippines a indiqué que les femmes pauvres avaient été davantage exposées à la violence<sup>120</sup>.

93. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 ont fait observer que le développement rapide des technologies avait donné lieu à de nouvelles manifestations de violence à l'égard des femmes. Les cas de violence en ligne fondée sur le genre avaient constamment augmenté, en particulier pendant la pandémie de COVID-19<sup>121</sup>.

### *Enfants*

94. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont relevé que la campagne contre les drogues illégales avait bafoué les droits des personnes soupçonnées d'avoir commis des infractions liées aux drogues, y compris d'enfants<sup>122</sup>; et que, selon certaines informations, les enfants n'avaient pas été des victimes collatérales comme l'avait affirmé le Gouvernement, mais avaient bel et bien été ciblés<sup>123</sup>.

95. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont fait observer qu'en raison de l'approche militariste adoptée par le Gouvernement face à la pandémie de COVID-19, des enfants avaient été arrêtés et torturés pour avoir violé le couvre-feu et les protocoles sanitaires<sup>124</sup>.

96. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont fait savoir que la pandémie de COVID-19 avait entravé l'exécution du plan d'action national 2017-2022 visant à mettre fin à la violence à l'égard des enfants<sup>125</sup>.

97. Le Partenariat mondial pour l'élimination de la violence envers les enfants a déclaré que les châtiments corporels étaient légaux au sein du foyer. Le projet de loi consolidé visant à interdire les châtiments corporels qui avait été adopté par la Chambre des représentants et

par le Sénat dans le cadre d'une conférence bicamérale avait fait l'objet d'un veto de la part du Président Duterte<sup>126</sup>.

98. Faisant référence à la recommandation que les Philippines avaient acceptée à cet égard lors du précédent Examen, les auteurs de la communication conjointe n° 16 se sont dits préoccupés par l'insuffisance des efforts faits par le Gouvernement pour combattre le travail des enfants<sup>127</sup>. Des difficultés s'étaient posées dans l'application des textes de loi visant à protéger les enfants de l'exploitation à des fins économiques<sup>128</sup>. Le travail des enfants avait augmenté pendant la pandémie de COVID-19<sup>129</sup>.

99. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont affirmé que la loi contre le mariage des enfants (RA 11596), qui interdisait la facilitation, l'arrangement et la célébration de mariages d'enfants, ainsi que la cohabitation d'un enfant et d'un adulte hors mariage, s'était heurtée à une résistance de la part de nombreux membres de l'Autorité de transition du Bangsamoro de l'administration régionale intérimaire de la Région autonome musulmane de Mindanao, qui avait adopté une décision demandant au Président de mettre fin à l'application de ce texte<sup>130</sup>.

100. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont indiqué que les politiques discriminatoires et la stigmatisation sociale avaient donné lieu à des violences à l'égard d'enfants de genre variant. Les enfants intersexes avaient continué d'être exposés au risque de subir des interventions médicales forcées visant à faire correspondre leur corps aux définitions normatives des « hommes » et des « femmes »<sup>131</sup>.

101. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont déclaré que le fait que des enfants aient été sortis de la rue de force et placés dans des centres situés en dehors de la ville où ils habitaient sans que leurs parents en soient informés ou aient donné leur consentement avait conduit à une rupture des liens familiaux et avait perturbé la scolarité de ces enfants<sup>132</sup>.

#### *Personnes âgées*

102. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont affirmé que les personnes âgées avaient été particulièrement vulnérables pendant la pandémie de COVID-19 et qu'aucun programme public n'avait été mis en œuvre pour qu'elles bénéficient de services sociaux adéquats<sup>133</sup>.

#### *Personnes handicapées*

103. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont assuré que les enfants handicapés avaient moins de chances que les autres d'être scolarisés, de pouvoir accéder aux services médicaux ou de faire entendre leur voix au sein de la société. Ils étaient également exposés à un risque accru de violence physique et de discrimination et, bien souvent, ils ne recevaient pas suffisamment de nourriture et d'assistance humanitaire dans les contextes d'urgence. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 considéraient que les recommandations que les Philippines avaient acceptées dans ce domaine lors du précédent Examen avaient été partiellement mises en œuvre<sup>134</sup>.

#### *Peuples autochtones*

104. Les auteurs de la communication conjointe n° 28 ont fait observer que les Philippines n'avaient pas pris de mesures décisives pour donner suite aux recommandations qu'elles avaient acceptées dans le cadre du précédent Examen, notamment concernant l'application effective de lois, de politiques et de programmes visant à protéger les droits de l'homme des peuples autochtones<sup>135</sup>.

105. Les auteurs de la communication conjointe n° 17 ont annoncé que la situation des peuples autochtones ne s'était pas améliorée depuis le précédent Examen et qu'elle avait, en fait, empiré en raison de la pandémie de COVID-19, ce qui montrait que le Gouvernement n'avait pas fourni de services de base adéquats à ces peuples pendant la crise sanitaire<sup>136</sup>.

106. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont relevé que des autochtones avaient été harcelés, traités de terroristes et tués pour avoir défendu leur droit à leurs terres ancestrales. Leurs établissements scolaires avaient été attaqués et qualifiés de plaque

tournante du terrorisme, et les autochtones s'étaient retrouvés piégés dans le conflit entre le Gouvernement et la Nouvelle armée populaire<sup>137</sup>.

107. Les auteurs de la communication conjointe n° 22 ont fait observer que le peuple autochtone Dumagat-Remontado avait protesté contre le mémorandum d'accord concernant le projet controversé de barrage de Kaliwa, l'obligation de recueillir au préalable le consentement libre et éclairé des intéressés n'ayant pas été respecté. Dans le nord du pays, le peuple autochtone Tawali-Ifugao avait continué de s'opposer à la société minière multinationale géante OceanaGold. Dans le sud du pays, le projet d'exploitation minière de Tampakan menaçait la riche biodiversité et les bassins d'altitude de plusieurs communautés dans diverses provinces<sup>138</sup>.

#### *Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes*

108. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont affirmé que le Code pénal révisé avait été utilisé pour criminaliser les activités des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexes et queers et que les personnes transgenres et les personnes de genre variant avaient eu interdiction d'utiliser le nom de leur choix<sup>139</sup>.

109. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont indiqué que les enfants qui s'interrogeaient sur leur identité lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre, intersexe ou queer avaient subi, souvent de la part de leurs parents, de leurs frères et sœurs ou de membres de leur famille, du harcèlement verbal, de la négligence et des agressions sexuelles qui, bien souvent, n'avaient pas été signalés<sup>140</sup>.

110. Les auteurs de la communication conjointe n° 30 ont souligné que les hommes transgenres n'avaient pas été acceptés par leur famille, leurs collègues et les membres de leur église ; les politiques relatives au travail n'avaient pas inclus les transgenres. Les services sociaux ne tenaient pas compte de leurs besoins et les établissements de santé ne leur étaient pas adaptés<sup>141</sup>.

#### *Migrants*

111. Migrant International a fait observer que de nombreux migrants philippins qui avaient été victimes de violations de leurs droits de l'homme à l'étranger s'étaient vu refuser une protection consulaire, n'avaient pas pu accéder à la justice et n'avaient pas bénéficié d'une protection sociale globale. Pendant la pandémie de COVID-19, les services consulaires n'avaient pas été accessibles aux centaines de marins migrants philippins qui avaient été bloqués sur des navires de pêche<sup>142</sup>.

#### *Personnes déplacées dans leur propre pays*

112. Les auteurs de la communication conjointe n° 28 ont indiqué que les activités militaires menées dans les zones où vivaient les populations autochtones dans le cadre de vastes déploiements de militaires et d'opérations de combat prolongées avaient entraîné le déplacement de peuples autochtones<sup>143</sup>.

113. Les auteurs de la communication conjointe n° 22 ont fait savoir qu'en 2021, dans le sud des Philippines, une série de bombardements visant le Mont Firis et les zones environnantes et menée dans le cadre de l'intensification des opérations militaires contre les combattants de la liberté islamique de Bangsamoro avait entraîné l'évacuation forcée de 250 familles des communautés autochtones Non-Moro Teduray, Lambangian et Dulangan Manobo, lesquelles avaient dû abandonner leurs exploitations agricoles et leur bétail<sup>144</sup>.

114. Les auteurs de la communication conjointe n° 24 ont fait observer que les Lumad étaient victimes de longue date de déplacements et d'évacuations forcées en raison des projets de grande ampleur menés par des sociétés minières, et qu'ils étaient la cible de groupes militaires et de groupes paramilitaires<sup>145</sup>.

## Notes

- <sup>1</sup> The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: [www.ohchr.org](http://www.ohchr.org) (one asterisk denotes a national human rights institution with “A” status).

*Civil society**Individual submissions:*

AI	Amnesty International, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
BAYAN	Bagong Alyansang Makabayan, Quezon City (Philippines);
BCN	Broken Chalk, Amsterdam (Netherlands);
BCU	The UPR Project at BCU, Centre for Human Rights, School of Law, Birmingham City University, Birmingham (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
CRCN-P	Children’s rehabilitation Center, Quezon City (Philippines);
CWR-PH	Center for Women’s Resources, Quezon City (Philippines);
DPN	Defend Panay Network, Iloilo City (Philippines);
ECLJ	European Centre for law and Justice, Strasbourg (France);
EV	Global Partnership to End Violence Against Children, New York (United States of America);
FPOF	The Family Planning Organization of the Philippines, Quezon City (Philippines);
GABRIELA	GABRIELA Alliance of Filipino Women, Quezon City (Philippines);
HRF	Human Rights Foundation, New York (United States of America);
HRW	Human Rights Watch, Geneva (Switzerland);
IBON	IBON Foundation, Quezon City (Philippines);
ICHRP	International Coalition for Human Rights in the Philippines-Canada, Ottawa (Canada);
ICTUR	The International Centre for Trade Union Rights, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
IFI-RPRD	Iglesia Filipina Independiente’s Ramento Project for Rights Defenders, Mandaluyong City (Philippines);
L4L	Lawyers for Lawyers, Amsterdam (Netherlands);
MI	Migrante International, Quezon City (Philippines);
NUPL1	National Union of Peoples’ Lawyers, Quezon City (Philippines);
PIMAHT	Philippine Interfaith Movement Against Human Trafficking, Quezon City (Philippines);
RU	Rise Up for Life and For Rights, Quezon City (Philippines);
Salinlahi	Salinlahi Alliance for Children’s Concerns, Quezon City (Philippines);
SEARICE	Southeast Asia Regional Initiatives for Community Empowerment, Quezon City (Philippines).

*Joint submissions:*

JS1	The Advocated for Human Rights, Minneapolis (United States of America) and The Initiatives for Dialogue and Empowerment through Alternative Legal Services, Inc., Manila (Philippines) (Joint Submission 1);
JS2	The Alliance of Health Workers, Quezon City (Philippines), Health Action for Human Rights, Community Medicine Practitioners and Advocates Association, and Filipino Nurses United (Joint submission 2);
JS3	Aktionsbündnis Menschenrechte – Philippinen (Action Network Human Rights – Philippines), Köln (Germany) comprising of Amnesty International Germany, Brot für die Welt, International Peace Observers Network, MISEREOR, Missio Munich, philippinenbüro e.V. im Asienhaus, and the United Evangelical Mission (Joint submission 3);
JS4	Asian Peoples’ Movement on Debt and Development, Quezon City (Philippines) and ORIANG (Joint Submission 4);
JS5	ASEAN Sexual Orientation, Gender Identity and Expression (SOGIE) Caucus, Quezon City (Philippines), Metro Manila Pride,

- Pioneer Filipino Transgender Men Movement, GALANG Philippines, Lagablab LGBT Network, Babaylanes, Inc., Transman Equality and Awareness Movement, BISDAK Pride, Mujer-LGBT Organization, Inc., Side B Philippines, Rainbow Rights Philippines, The Philippine LGBT Chamber of Commerce and Intersex Philippines (Joint Submission 5);
- JS6 Center for Reproductive Rights, New York (United States of America), in partnership with: The Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women, Catholics for Reproductive Health, Family Planning Organization of the Philippines – Davao, Filipino Freethinkers, The Graciella Collective, Liyang Network, Woman Health Philippines Inc., Women’s Clinic Pilipinas, and Women’s Global Network for Reproductive Rights (Joint Submission 6);
- JS7 CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation, Johannesburg (South Africa), Karapatan Alliance Philippines (Joint Submission 7);
- JS8 Bahay Tuluyan, Inc., Manila (Philippines), Balay ehabilitation Center, Inc., Quezon City (Philippines), Child Alert Mindanao, Inc., Davao City (Philippines), Children’s Legal Rights and Development Center, Inc., Quezon City (Philippines), KnK-Children Without Borders, Caloocan City (Philippines), Panaghiusa Alang Sa Kaugalingnan Ug Kalingkawasan, Inc., Philippine Human Rights Information Center, Inc., Save the Children Philippines, Quezon City (Philippines), Alay Mindanao, Children International Manila (Joint Submission 8);
- JS9 The Coordinating Council for People’s Development and Governance, Inc., Quezon City (Philippines), Ibon International Foundation, Inc., Quezon City (Philippines), Assert Socio-Economic Initiatives Network, Quezon City (Philippines) (Joint Submission 9);
- JS10 Coalition for People’s Right to Health, Quezon City (Philippines), Council for Health and Development, Quezon City (Philippines), and Health Alliance for Democracy, Quezon City (Philippines) (Joint Submission 10);
- JS11 Civil Society Coalition on the Convention on the Rights of the Child, comprising of Child Fund Philippines, Consuelo Foundation, ECPAT Philippines, ERDA Foundation, Salinlahi Alliance for Children’s Concerns, and Save the Children, Manila (Philippines) (Joint Submission 11);
- JS12 Dominicans for Justice and Peace (Order of Preachers), Geneva (Switzerland), Franciscans International, Maderazo, Valerio and Partners, Dominican Family in the Philippines for Justice and Peace and Care for Creation, Save Zambales Kalikasan Movement, Task Force Detainees for the Philippines, Conference of Major Superiors of the Philippines, Swiss Catholic Lenten Fund, Philippines Movement of Climate Justice, Dreikönigsaktion, Hilfswerk der Katholischen Jungschlar (Joint Submission 12);
- JS13 Families of Victims of Involuntary Disappearance, Quezon City (Philippines) and the Asian Federation Against Involuntary Disappearances (Joint Submission 13);
- JS14 The Foundation for Media Alternatives, Quezon City (Philippines), Association for Progressive Communications, Access Now, and the Women’s Legal and Human Rights Bureau (Joint Submission 14);
- JS15 Philippine Alliance of Human Rights Advocates, NoBox Transitions Foundation, Inc., International Drug Policy Consortium, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland) and Harm Reduction International Manila (Philippines) (Joint Submission 15);
- JS16 Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, Geneva (Switzerland), International Volunteerism

- Organization for Women, Education, and Laura Vicuña Foundation Philippines (Joint Submission 16);
- JS17 Philippine Network to Uphold Indigenous Peoples Rights, Quezon City (Philippines) and Indigenous Peoples Rights International, Baguio City (Philippines) (Joint Submission 17);
- JS18 The International Trade Union Confederation, Brussels (Belgium), The Federation of Free Workers, Manila (Philippines), Kilusang Mayo Uno, Quezon City (Philippines), Sentro ng mga Nagkakaisa at Progresibong Manggagawa, Quezon City (Philippines), and Trade Union Congress of the Philippines, Quezon City (Philippines) (Joint Submission 18);
- JS19 Kalikasan People’s Network for the Environment and Center for Environment Concerns - Philippines Inc., Quezon City (Philippines) (Joint Submission 19);
- JS20 Karapatan Alliance Philippines, Tanggol Bayi (Defend Women) Philippines, Samahan ng Ex-detainees Laban sa Detensyon at Aresto, Desaparecidos, and Hustisya, Quezon City (Philippines) (Joint Submission 20);
- JS21 Center for Trade Union and Human Rights, Quezon City (Philippines), Women Wise3 – Women Workers in Struggle for Employment, Empowerment and Emancipation, Quezon City (Philippines), and May First Movement, Quezon City (Philippines) (Joint Submission 21);
- JS22 Timuay Justice and Governance, T’boli-Manobo S’daf Claimants Organisation, Didipio Earth Savers Multipurpose Association, Legal Rights and Natural Resources Center-Kasama sa Kalikasan, Quezon City (Philippines) (Joint Submission 22);
- JS23 United Against Torture Coalition, World Organization Against Torture, Geneva (Switzerland) and International Rehabilitation Council for Torture Victims (Joint Submission 23);
- JS24 Pilgrims for Peace, Quezon City (Philippines) and ACT for Peace (Joint Submission 24);
- JS25 Philippine Alliance of Human Rights Advocates, Quezon City (Philippines), In Defense of Human Rights and Dignity Movement, Center for Popular Empowerment (Philippines) (Joint Submission 25);
- JS26 Privacy International, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland) and The Foundation for Media Alternatives (Philippines) (Joint Submission 26);
- JS27 National Council of Churches in the Philippines, Iglesia Filipina Independiente Ramento Project for Rights Defenders, and United Church of Christ in the Philippines (Joint Submission 27);
- JS28 Katribu Kalipunan ng Katutubong Mamamayan ng Pilipinas (Joint Submission 28);
- JS29 International Office of Catholic Education and Catholic Educational Association of the Philippines, Rome (Italy) (Joint Submission 29);
- JS30 Pioneer Filipino Transgender Men Movement, Quezon City (Philippines) and TLF Sexuality, Health and Rights Educators Collective (Joint Submission 30);
- JS31 Coalition against Trafficking in Women – Asia Pacific and World Organization Against Torture, Geneva (Switzerland) (Joint Submission 31);
- JS32 The Advocates for Human Rights and The World Coalition Against the Death Penalty, Montreuil (France) (Joint Submission 32);
- JS33 Jubilee Campaign, Surry (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland) and PREDA Foundation (Philippines) (Joint Submission 33).

*National human rights institution:*

CHRP Commission on the Human Rights of the Philippines, Quezon City (Philippines).\*

<sup>2</sup> See A/HRC/36/12, A/HRC/36/12/Add.1, and A/HRC/36/2.

- <sup>3</sup> CHRP, para. 27, referring to A/HRC/44/22, Situation of human rights in the Philippines, Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights.
- <sup>4</sup> Ibid, para. 3, referring to A/HRC/36/12, para. 133.34 (Russian Federation), para. 133.35 (China), para. 133.36 (Nepal), para. 133.37 (Libya), para. 133.38 (Thailand), para. 133.39 (Uganda), para. 133.40 (Kenya), and para. 133.41 (Mexico), and A/HRC/36/12/Add.1.
- <sup>5</sup> Ibid, paras. 4 and 5.
- <sup>6</sup> Red-tagging is “the practice of publicly and detractively labelling, branding, naming, and accusing individuals and/or organizations in order to classify them as government-critical individuals and/or organizations who are state enemies, left-leaning, subversives, communist terrorists, and/or members of communist front organizations, with the purpose of overthrowing the democratically legitimized state authority.” as defined in House Bill 9309 filed in Congress (See JS19, para. 7).
- <sup>7</sup> CHRP, paras. 8–10.
- <sup>8</sup> Ibid, para. 14.
- <sup>9</sup> Ibid, para. 12.
- <sup>10</sup> Ibid, paras. 16 and 17. See also JS8, p. 8.
- <sup>11</sup> Ibid, para. 15.
- <sup>12</sup> CHRP, para. 20.
- <sup>13</sup> Ibid, para. 24.
- <sup>14</sup> Ibid, paras. 25 and 26.
- <sup>15</sup> Ibid, para. 19.
- <sup>16</sup> The following abbreviations are used in UPR documents:
- |            |  |
|------------|--|
| ICERD      | International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination;                             |
| ICESCR     | International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights;  |
| OP-ICESCR  | Optional Protocol to ICESCR;   |
| ICCPR      | International Covenant on Civil and Political Rights;  |
| ICCPR-OP 1 | Optional Protocol to ICCPR;  |
| ICCPR-OP 2 | Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty;                               |
| CEDAW      | Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women;                                    |
| OP-CEDAW   | Optional Protocol to CEDAW;  |
| CAT        | Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment;                      |
| OP-CAT     | Optional Protocol to CAT;  |
| CRC        | Convention on the Rights of the Child;   |
| OP-CRC-AC  | Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict;                                     |
| OP-CRC-SC  | Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography;                    |
| OP-CRC-IC  | Optional Protocol to CRC on a communications procedure;  |
| ICRMW      | International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families; |
| CRPD       | Convention on the Rights of Persons with Disabilities;   |
| OP-CRPD    | Optional Protocol to CRPD;   |
| ICPPED     | International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance.                        |
- <sup>17</sup> HRF, para. 1. HRF made a recommendation (para. 32). See also Salinlahi, para. 31.
- <sup>18</sup> JS13, para. 33 and fn. 19, referring to the Note verbal dated 18 April 2007 from the Permanent Mission of the Philippines to the United Nations addressed to the President of the General Assembly, A/61/882, (26 April 2007). See also AI, para. 4. AI made a recommendation (para. 26); and JS33, para. 3. JS33 made a recommendation (p. 1).
- <sup>19</sup> HRW, p. 3. HRW made recommendations (p. 3).
- <sup>20</sup> JS6, paras. 3.2 and 4.4(b). JS6 made recommendations (p. 10).
- <sup>21</sup> JS7, para. 5.3.
- <sup>22</sup> JS32, para. 16. JS32 made recommendations (para. 43).
- <sup>23</sup> JS15, p. 6. JS15 made recommendations (pp. 6–7). See also JS20, para. 23; JS25, para. 10; and BCU, paras. 26, 27, 31, 37. BCU made recommendations (p. 6).
- <sup>24</sup> JS5, paras.3.3–3.5. JS5 made a recommendation (para. 12.1). See also HRW, p. 6. HRW made a recommendation (p. 6).
- <sup>25</sup> AI, para. 7. AI made a recommendation (para. 30). See also JS32, paras. 26 and 33.
- <sup>26</sup> GABRIELA, paras. 5, 8 and 16.
- <sup>27</sup> JS20, para. 3. See also ICHRP, para. 2. See also ICTUR, p. 3; IFI-RPRD, para. 6. IFI-RPRD made

- recommendations (para. 35); JS28, para. 29. JS28 referred to specific cases (paras. 30–37).
- <sup>28</sup> JS3, para. 32. JS3 made recommendations (JS3, paras. 35–37. See also JS25, para. 19. JS25 made recommendations (paras. 59–67); RU, para. 2. RU made recommendations (para. 23).
- <sup>29</sup> DPN, paras. 15–18. DPN made a recommendation (para. 40).
- <sup>30</sup> JS1, paras. 1, 16 and 22. See AI, para. 9. AI made recommendations (paras. 32–41); HRF, para. 27; JS8, p. 2. JS8 made a recommendation (p. 3); JS12, paras. 38–44. JS12 made a recommendation (p. 14); JS15, p. 4. JS15 made recommendations (pp. 6–7); HRF, para. 21; and JS32, para. 24.
- <sup>31</sup> JS1, para. 4, para. 6, and para. 7, referring to A/HRC/36/12, para. 133.48 (United States of America), para. 133.55 (Timor-Leste), para. 133.58 (Guatemala), para. 133.59 (Estonia), para. 133.56 (Egypt), para. 133.54 (Zambia), para. 133.53 (Lebanon), para. 133.47 (Haiti), para. 133.44 (Peru), para. 133.46 (Myanmar), para. 133.50 (Romania), para. 133.52 (Thailand) and para. 133.42 (Ghana), and A/HRC/36/12/Add.1.
- <sup>32</sup> JS15, p. 5. JS15 made recommendations (pp. 6–7).
- <sup>33</sup> L4L, paras. 10 and 11. L4L made recommendations (p. 5). See also NUPL1, para. 13.
- <sup>34</sup> JS23, paras. 6, 10, 11, 19, 20, 22, 26 and 27. JS23 made recommendations (paras. 12–17 and paras. 31–37).
- <sup>35</sup> JS13, para. 19. JS13 made a recommendation (p. 8). See also JS15, p. 5; JS23, paras. 38 and 41. JS23 made recommendations (paras. 47–49).
- <sup>36</sup> JS10, paras. 37–41. JS10 made recommendations (p. 11).
- <sup>37</sup> JS23, para. 63. JS23 made recommendations (paras. 73–80). See also BCU, para. 29; and JS32, para. 33. JS32 made recommendations (para. 43).
- <sup>38</sup> DPN, paras. 19–29. DPN made a recommendation (para. 46).
- <sup>39</sup> JS11, pp. 11–12, referring to A/HRC/36/12, para. 133.214 (Belgium), and A/HRC/36/12/Add.1. JS11 made recommendations (p. 12).
- <sup>40</sup> JS1, para. 9–11. JS1 made a recommendation (para. 27). See also JS3, para. 55. JS3 made a recommendation (para. 57); See also JS8, p. 3.); JS15, para. 6; HRF, paras. 29–31; HRW, pp. 1–2; and RU, para. 5.
- <sup>41</sup> ECLJ, para. 4.
- <sup>42</sup> JS21, para. 21.
- <sup>43</sup> DPN, para. 5. DPN made a recommendation (para. 41). See also GABRIELA, para. 13; and ICHRP, para. 13.
- <sup>44</sup> JS24, paras. 8 and 15. JS24 made recommendations (pp. 6–7.); See also IFI-RPRD, para. 5. IFI-RPRD made recommendations (para. 35); JS28, para. 8. JS28 made recommendations (paras. 48 and 49); RU, para. 3. RU made recommendations (para. 23).
- <sup>45</sup> Republic Act 11479.
- <sup>46</sup> JS3, para. 18. JS3 made a recommendation (para. 25). See also JS7, paras. 2.5 and 2.6; JS9, paras. 14 and 15; JS12, para. 61. JS12 made a recommendation (p. 18); JS14, paras. 18 and 19; JS17, para. 25. JS17 made a recommendation (p. 8); JS18, pp. 7-8); JS19, para. 12. JS19 made recommendations (para. 15); JS23, paras. 51–55. JS23 made recommendations (paras. 57–61); JS24, para. 6; ECLJ paras. 6 and 7); GABRIELA, para. 12 and 17; HRW, p. 5. HRW made recommendations (p. 5); ICHRP, para. 21; ICTUR, p. 3; JS28, para. 9; L4L, para. 16. L4L made a recommendation (p. 5); NUPL1, para. 10; RU para. 4. RU made recommendations (para. 23); and DPN, para. 6.
- <sup>47</sup> JS24, para. 8. JS24 made recommendations (pp. 6–7. See also JS25, para. 6. See also AI, para. 17; BAYAN, pp. 2–3; CRCN-P, paras. 10–12; ICHRP, para. 14; ICTUR, p. 3.
- <sup>48</sup> JS20, paras. 11 and 12. JS20 made recommendations (pp. 12–13). See also JS22, para. 26; JS27, para. 5; BAYAN, pp. 2–3.
- <sup>49</sup> JS1, paras. 12 and 13, referring to referring to A/HRC/36/12, para. 133.132 (United States of America) and para. 133.134 (Azerbaijan), and A/HRC/36/12/Add.1.
- <sup>50</sup> DPN, para. 31. See also NUPL1, para. 41.
- <sup>51</sup> NUPL1, paras. 42 and 43.
- <sup>52</sup> Ibid, para. 33.
- <sup>53</sup> JS1, paras. 14, 15 and 23. JS1 made a recommendation (para. 27).
- <sup>54</sup> NUPL1, para. 8. See also ICHRP, para. 16.
- <sup>55</sup> JS3, para. 20. JS3 made recommendations (paras. 27 and 28). See also JS20, para. 27. JS20 made recommendations (pp. 12–13); CRCN-P, para. 22.); IFI-RPRD, para. 5. IFI-RPRD made recommendations (para. 35); JS28, para. 38. JS28 referred to specific cases (paras. 39–41).
- <sup>56</sup> ICHRP, para. 15.
- <sup>57</sup> L4L, paras. 10 and 11. L4L made recommendations (p. 5). See also JS7, para. 3.6; NUPL1, para. 13.
- <sup>58</sup> Ibid, paras. 13 and 14. L4L made recommendations (p. 5). See also DPN, para. 37.
- <sup>59</sup> JS3, para. 38, referring to A/HRC/36/12, para. 133.137 (Croatia), para. 133.139 (Argentina), para. 133.141 (Luxembourg), para. 133.142 (Slovenia) and para. 133.148 (Austria), and A/HRC/36/12/Add.1. JS3 made recommendations (para. 42). See also JS22, para. 33. JS22 made a recommendation (para. 37). See also JS20, para. 6; and RU, para. 21.

- <sup>60</sup> ICHRP, para. 2. See also ICTUR, p. 3; IFI-RPRD, para. 6. IFI-RPRD made recommendations (para. 35); JS28, para. 29. JS28 referred to specific cases (paras. 30–37).
- <sup>61</sup> HRF, para. 14.
- <sup>62</sup> JS27, paras. 12–14. JS27 made recommendations (para. 48); See also IFI-RPRD, paras. 17, 18, 29 and 30. IFI-RPRD made recommendations (para. 35).
- <sup>63</sup> JS33, paras. 6–16. JS33 made recommendations (paras. 17–19).
- <sup>64</sup> JS14, paras. 12–14. JS14 made recommendations (para. 38).
- <sup>65</sup> JS3, paras. 23 and 24. JS3 made a recommendation (para. 26). See also JS7, para. 4.2; JS20, para. 32. JS20 made recommendations (pp. 12–13); AI, para. 21.
- <sup>66</sup> JS7, para. 2.12. JS7 made recommendations (para. 6.5). See also JS14, paras. 15–17.
- <sup>67</sup> HRF, paras. 24 and 25; See also HRW, pp. 2 and 4. HRW made recommendations (p. 5).
- <sup>68</sup> JS3, paras. 4–10. JS3 made recommendations (paras. 11–16). See also JS7, paras. 3.2–3.4. JS7 made recommendations (para. 6.4); See also JS9, paras. 10–13, JS12, para. 51; JS17, paras. 10, 11 and 13. JS17 made recommendations (p. 5); JS19, para. 6. JS19 made recommendations (para. 15); JS22, para. 11; AI, paras. 16, 23–25. AI made recommendations (paras. 42–45); CRCN-P, para. 21; PIMAHT, pp.1–2.
- <sup>69</sup> NUPL1, para. 6. See also JS7, para. 2.4. JS7 made recommendations (para. 6.3); and JS12, para. 58. JS12 made a recommendation (p. 18).
- <sup>70</sup> JS14, para. 34. JS14 made recommendations (para. 35).
- <sup>71</sup> Advance Passenger Information.
- <sup>72</sup> Passenger Name Record.
- <sup>73</sup> JS26, paras. 7, 9, 10 and 17. JS26 made recommendations (para. 19).
- <sup>74</sup> JS5, para. 7.1.
- <sup>75</sup> JS31, paras. 3, 6, 8, 11 and 13. JS31 made recommendations (p. 5). See also BCN, para. 8.
- <sup>76</sup> JS11, p. 3, referring to A/HRC/36/12, para. 133.187 (Belarus) and para. 133.196 (Netherlands), and A/HRC/36/12/Add.1. JS11 made recommendations (p. 4). See also JS16, para. 44. JS16 made recommendations (para. 55); JS25, para. 24; and JS33, paras. 21–23. JS33 made recommendations (paras. 47–50).
- <sup>77</sup> PIMAHT, pp.1–2. PIMAHT made recommendations (p. 2).
- <sup>78</sup> IBON, para. 4, JS21, paras. 9 and 10.
- <sup>79</sup> JS2, para. 10. JS2 made a recommendation (para. 38). See also CWR-PH, para. 15.
- <sup>80</sup> JS21, para. 8.
- <sup>81</sup> Ibid, paras. 13 and 15.
- <sup>82</sup> ICTUR, p. 2. ICTUR made recommendations (pp. 7–8).
- <sup>83</sup> JS18, p. 3. See also ICTUR, p. 2; and JS2, paras. 23–28.
- <sup>84</sup> IBON, para. 12 and 19 See also JS9, para. 3.
- <sup>85</sup> Salinlahi, paras. 32 and 35.
- <sup>86</sup> JS8, p. 9. See also Salinlahi, paras. 5 and 9.
- <sup>87</sup> Salinlahi, paras. 12 and 13.
- <sup>88</sup> CWR-PH, paras. 22 and 23. CWR-PH made a recommendation (para. 40).
- <sup>89</sup> United Nations Declaration on the Rights of Peasants and Other People Working in Rural Areas.
- <sup>90</sup> SEARICE, paras. 10, 11, 13, 21 and 23. SEARICE made recommendations (paras. 15 and 22).
- <sup>91</sup> JS4, p. 8. JS4 made recommendations (p. 10, paras. 2 and 3). See also JS9, para. 3; and Salinlahi, para. 18.
- <sup>92</sup> JS10, paras. 4, 17 and 31. JS10 made recommendations (p.10).
- <sup>93</sup> Ibid, para. 32. JS10 made recommendations (p. 10). See also JS25, para. 26. JS25 made recommendations (paras. 68–81).
- <sup>94</sup> CWR-PH, para. 25. CWR-PH made a recommendation (para. 41).
- <sup>95</sup> FPOF, para. 9. FPOF made a recommendation (para. 15(a)).
- <sup>96</sup> JS11, p. 11, referring to A/HRC/36/12, para.133.213 (Brazil), para. 133.214 (Sweden) and para. 133.215 (New Zealand), and A/HRC/36/12/Add.1. JS11 made recommendations (p. 10).
- <sup>97</sup> JS6, para. 45(b). JS6 made recommendations (p. 11).
- <sup>98</sup> Ibid, paras. 4.6 (a) and (d). JS6 made recommendations (p. 14). See also HRW, p. 6. HRW made a recommendation (p. 6); and FPOF, paras. 3 and 13. FPOF made a recommendation (para. 15(b).)
- <sup>99</sup> JS6, para. 4.3, referring to A/HRC/36/12, para. 133.213 (Brazil), 133.214 (Sweden), 133.215 (New Zealand) and 133.216 (Denmark), and A/HRC/36/12/Add.1. JS6 made recommendations (p. 8). See also Salinlahi, para. 16.
- <sup>100</sup> JS1, para. 26. JS1 made a recommendation (para. 27). See also JS15, p. 4. JS 15 made recommendations (pp. 6–7); and BCU, para. 30. BCU made recommendations (pp. 6–7)
- <sup>101</sup> JS5, paras. 6.1 and 6.2. JS5 made a recommendation (para. 12.11).
- <sup>102</sup> JS2, paras. 29 and 30.
- <sup>103</sup> JS16, paras. 11–18, referring to A/HRC/36/12, para. 133.223 (Holy See) and para. 133.224 (Malaysia), and A/HRC/36/12/Add.1. JS16 made recommendations (para. 24).

- <sup>104</sup> JS29, paras. 16 and 17. Referring to A/HRC/36/12, para. 133.219 (Viet Nam), para. 122.220 (Bolivarian Republic of Venezuela) and para. 133.221 (Saudi Arabia), and A/HRC/36/12/Add.1. JS29 made a recommendation (para. 18).
- <sup>105</sup> JS16, para. 19. JS16 made recommendations (para. 24). See also IBON, para. 25.
- <sup>106</sup> JS8, p. 10. JS8 made a recommendation (p. 10); BCN para. 14.
- <sup>107</sup> JS29, para. 6. JS19 made a recommendation (para. 7).
- <sup>108</sup> BCN, para. 7.
- <sup>109</sup> CRCN-P, para. 16. CRCN-P made recommendations (para. 28). See also JS28, para. 25.
- <sup>110</sup> JS17, para. 2.
- <sup>111</sup> JS19, paras. 24 and 25.
- <sup>112</sup> Ibid, para. 26. JS19 made recommendations (para. 28).
- <sup>113</sup> JS3, para.47, referring to A/HRC/36/12, para. 133.71 (Haiti), and A/HRC/36/12/Add.1. See also, JS19, para. 16. JS19 made recommendations (para. 22).
- <sup>114</sup> JS12, paras. 13 and 14. JS12 made recommendations (p. 9).
- <sup>115</sup> JS4, p. 5. JS4 made recommendations (p. 10, paras. 4).
- <sup>116</sup> Ibid, pp. 5–8. JS4 made recommendations (p. 9, para. 1). See also IBON, paras. 15 and 16.
- <sup>117</sup> JS9, para. 8.
- <sup>118</sup> GABRIELA, para. 8.
- <sup>119</sup> JS11, pp. 4–5 referring to A/HRC/36/12, para. 133.125 (Bosnia and Herzegovina), and A/HRC/36/12/Add.1. JS3 made recommendations (p. 5).
- <sup>120</sup> CWR-PH, para. 29. CWR-PH made a recommendation (para. 42).
- <sup>121</sup> JS14, paras. 26–31. JS14 made recommendations (para. 38).
- <sup>122</sup> JS8, p. 2. JS8 made a recommendation (p. 3). See also HRF, para. 28.
- <sup>123</sup> Ibid, p. 4, referring to a report by World Organisation Against Torture, “How could they do this to my child?”, June 2020. See also JS11, pp. 10-11. JS11 made recommendations (p. 11); CRCN-P, paras. 3, 4 and 8. CRCN-P made a recommendation (para. 28); HRW, p. 5. HRW made recommendations (p. 6).
- <sup>124</sup> JS8, p. 9. See also JS22, para. 4. See also JS25, para. 29.
- <sup>125</sup> JS11, pp. 4–5 referring to A/HRC/36/12, para. 133.125 (Bosnia and Herzegovina), and A/HRC/36/12/Add.1. JS3 made recommendations (p. 5).
- <sup>126</sup> EV, paras. 2.1 and 2.2.
- <sup>127</sup> JS16, para. 25, referring to A/HRC/36/12, para. 133.245 (Poland), and A/HRC/36/12/Add.1.
- <sup>128</sup> Ibid, para. 25, referring to Republic Act 7610- Special Protection of Children Against Abuse, Exploitation, and Discrimination Act; Republic Act 7658- An Act Prohibiting the Employment of Children Below 15 Years of Age in Public and Private Undertakings, Amending for this Purpose Section 12, Article VIII of RA 7610; and Republic Act 9231- An Act Providing for the Elimination of the Worst Forms of Child Labor and Affording Stronger Protection for the Working Child, Amending for this Purpose RA 7610, as amended.
- <sup>129</sup> JS16, paras. 30–32. JS16 made recommendations (para. 39).
- <sup>130</sup> JS11, p. 5. See also JS6, para. 3.3.
- <sup>131</sup> JS5, paras. 11.1 and 11.3.
- <sup>132</sup> JS11, p. 13. JS11 made recommendations (p. 13).
- <sup>133</sup> JS9, para. 20.
- <sup>134</sup> JS11, p. 6 referring to A/HRC/36/12, para. 133.247 (Ecuador), para. 133.248 (State of Palestine) and para. 133.249 (Tunisia), and A/HRC/36/12/Add.1. JS11 made recommendations (p. 7). See also JS9, para. 9.
- <sup>135</sup> JS28, paras. 3–5, referring to A/HRC/36/12, para. 133.30 (Cuba) and para. 133.31 (Lao People’s Democratic Republic), and A/HRC/36/12/Add.1.
- <sup>136</sup> JS17, paras. 3 and 32.
- <sup>137</sup> JS3, para. 46 referring to A/HRC/36/12, para. 133.6 (Guatemala) and para. 133.250 (Peru), and A/HRC/36/12/Add.1. JS3 made recommendations (paras. 50–53); See also JS17, para. 2 and JS17, para. 2. JS17 made recommendations (pp. 3 and 7).
- <sup>138</sup> JS22, paras. 12, 15 and 16. JS22 made recommendations (paras. 42 and 43). See also JS28, paras. 12–19. JS28 made recommendations (paras. 44 and 54).
- <sup>139</sup> JS5, paras. 3.2 and 4.1.
- <sup>140</sup> JS11, p. 7. JS11 made recommendations (p. 8).
- <sup>141</sup> JS30, paras. 6, 7, 8,10 and 16.
- <sup>142</sup> MI, paras. 3, 4, 12 and 16. MI made recommendations (pp. 4–5).
- <sup>143</sup> JS28, paras. 20 and 21. JS28 made recommendations, paras. 44, 45, 47, 52 and 53).
- <sup>144</sup> JS22, para. 22.
- <sup>145</sup> JS24, para. 17.